

# Ecole primaire : savoir dire non, deux fois !

**VOTATIONS** • *Olivier Baud défend le nouveau système d'évaluation, mis en place à l'école primaire genevoise depuis la rentrée 2005, qui selon ses termes donne satisfaction aux parents et aux enseignants.*

Il est un peu facile de décrier notre école à tout bout de champ, de traiter nos élèves d'ânes dès que le PISA nouveau est arrivé et de vouloir proposer la solution qui redonnera à l'instruction sa splendeur d'antan. C'est un pur fantasme de croire qu'une école idéale a réellement existé il y a vingt, trente ans ou davantage, mais cela importe peu ; à coups de lois, celle du plus fort étant la meilleure, c'est bien connu, on peut se persuader du contraire et duper les citoyens à bon compte.

La population devra se prononcer le 24 septembre 2006 sur l'initiative qui veut maintenir les notes à l'école primaire (IN 121) et sur le contre-projet de la droite (PL 9510). La société pédagogique genevoise (SPG) recommande de rejeter les deux. Ni l'une ni l'autre ne peuvent apporter quoi que ce soit de constructif pour améliorer les compétences et les connaissances de nos élèves. L'analyse faite par le syndicat des enseignants du primaire, qui démontre l'incongruité de ces projets, est connue. Elle peut se résumer ainsi : d'une part nous avons une initiative qui veut maintenir les notes et qui se révèle donc aussi simpliste que caduque puisque les notes existent pour tous les élèves dès la troisième primaire et, d'autre part, nous avons un contre-projet qui vise à mettre le règlement de l'école dans la loi pour couper l'herbe sous les pieds des professionnels et du département de

l'instruction publique. La loi doit garder un caractère général et aucune profession n'accepterait de se voir ainsi figer et dépendre du parlement pour évoluer.

Ce qu'il convient encore de rappeler aujourd'hui, c'est le rôle primordial que joue l'école primaire dans la vie de chacun. Huit années de scolarité déterminantes où l'enfant se construit et va accumuler plus de savoirs qu'il ne le fera jamais par la suite. L'école primaire a donc une lourde responsabilité mais ne répond vraisemblablement pas à toutes les attentes. Si les inquiétudes de la population face à la conjoncture sont souvent reportées sur l'école, il faut aussi admettre que cette dernière ne tient pas toutes ses promesses et que l'égalité de traitement des élèves est ainsi mise en danger. Nous pouvons citer en vrac le manque de maîtres spécialistes qui fait que des élèves ne bénéficient pas des cours auxquels ils auraient droit, la disparité au sujet de l'enseignement de l'allemand, le redoublement qui continue malgré l'inefficacité patente de cette mesure, les obstacles pour mettre en place une différenciation et une évaluation au service des apprentissages, la collaboration inégale avec les familles, et les ressources supplémentaires octroyées exclusivement aux écoles en projet. Nous pourrions continuer avec d'autres exemples qui rompent avec le discours lénifiant des autorités. Mais, à la SPG, nous n'avons pas pour habitude ni principe de provoquer la sinistrose.

Nous sommes capables de balayer devant notre porte mais nous refusons que tous les efforts réalisés et la motivation des enseignants – presque inespérée à ce stade – soient balayés par méconnaissance. Ce que nous voulons, c'est convaincre les citoyens que si les réformes sont tellement longues à mettre en place et à produire des effets, ce n'est pas une raison pour les

rejeter en cours de route. Ceux qui prônent de faire *tabula rasa* ne se rendent pas compte qu'ils proposent purement et simplement de sacrifier des volées entières d'élèves. N'arrivons pas à cette extrémité – contenue en quelque sorte dans l'initiative ou son contre-projet – et considérons ce qu'est l'école de nos jours, observons ce que les professionnels de l'éducation ont mis en place pour réduire les échecs des élèves et se faire comprendre des parents d'abord, de la population ensuite.

**Donner une chance à un compromis négocié et heureux**

Le nouveau livret scolaire introduit à la rentrée 2005, enfin identique pour tous les élèves, donne indéniablement satisfaction aux enseignants et aux parents. C'est un signe important, qu'il ne faut pas omettre. Mais il prend plus de sens si l'on considère que ce carnet est en fait le fruit des énormes compromis consentis par les enseignants pour arriver à un consensus à même de tenir compte des critiques. Ainsi, la durée des cycles d'apprentissages est passée de quatre à deux ans, les notes ont été maintenues et le carnet est redevenu trimestriel. Les professionnels ont donc répondu correctement. Il faut leur en donner crédit en votant deux fois non. C'est le meilleur moyen de continuer la lutte contre l'échec scolaire – qui « n'arrive pas » qu'aux autres. L'école primaire a de réelles ambitions et de vraies revendications, les deux étant liées. Pour une issue heureuse à tous points de vue, pour une école juste et efficace, la SPG vous demande de faire confiance aux enseignants et de voter 2 x NON.

OLIVIER BAUD, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ  
PÉDAGOGIQUE GENEVOISE